

Crise financière

Ce n'est pas à nous de subir l'austérité !

Pour les marchés financiers, la dette publique des Etats est trop importante. Les gouvernements imposent l'austérité par la baisse des salaires et des prestations sociales, la réduction des services publics. Les Etats ont renfloué les banques et les marchés financiers depuis 2008. Ce n'est ni aux salarié-es ni aux peuples de payer pour des banques et des grandes fortunes qui n'ont pas cessé de s'enrichir avec l'argent public.

La dette est illégitime

C'est un peu fort ! Les gouvernements ont déversé des milliards pour sauver les banques et les marchés financiers. Aujourd'hui, les banques ont retrouvé des niveaux de profit élevés et s'enrichissent en souscrivant aux emprunts pour couvrir la dette des Etats. Les marchés financiers exigent des politiques d'austérité des gouvernements pour réduire les déficits publics et leur garantir le remboursement de la dette.

L'Union européenne et les gouvernements, sous l'emprise des marchés financiers, veulent imposer une politique d'austérité généralisée, la réduction et la privatisation des services publics. Ce sont pourtant les gouvernements qui ont créé ces déficits à coups de réductions d'impôts et de cotisations pour les entreprises et les particuliers les plus aisés. Ils ont, de plus, creusé ces déficits en rachetant les énormes dettes privées des actionnaires, banquiers et spéculateurs. La dette publique est donc en grande partie illégitime et ce n'est pas aux populations de la payer. Les aides à certaines entreprises servent plus à gonfler les avoirs financiers des entreprises et les dividendes des actionnaires qu'à investir (car la rentabilité des actifs financiers est plus forte).

De plus, les avoirs financiers représentent plusieurs fois le PIB mondial. Cela n'a aucun sens de rembourser des dettes pour nourrir les bulles spéculatives des marchés financiers.

C'est pourquoi SUD (avec d'autres) exige un moratoire sur la dette de façon à décider de ce qu'il est légitime de rembourser.

Il faut augmenter les salaires !

Depuis plus de trente ans, priorité a été donnée à l'expansion des avoirs financiers et aux actionnaires. La hausse des salaires n'a pas suivi la hausse de la productivité. Le partage des richesses s'est fait au détriment des salarié-es.

Pourtant, les marchés financiers et les gouvernements exigent encore moins de solidarités et de protection sociale, encore moins de services publics, le blocage ou la réduction des salaires. Or, la part des salaires et des budgets sociaux a déjà diminué dans les dépenses publiques. Ce n'est donc pas la cause de la hausse de la dette. Marchés financiers et gouvernements ont donc tout faux !

Face à la crise, il faut plus de solidarité, plus de service public et augmenter la part des salaires dans la répartition des richesses pour mieux satisfaire les besoins sociaux des populations.

Des mesures d'austérité pour les salarié-es

Le gouvernement Fillon a annoncé un "plan d'équité". C'est en fait un véritable plan d'austérité pour les salarié-es avec l'augmentation des taxes sur la consommation (mutuelles complémentaires santé, tabac, sodas, alcools forts soit 2,25 milliards d'euros).

La CSG va augmenter de 550 millions d'euros par élargissement de la part des salaires taxés qui passent de 97 à 98% et de 250 millions pour les revenus des congés parentaux. Tous les salarié-es sont concernés, y compris les plus modestes...

A côté, l'augmentation des impôts pour les plus riches ne sera que de 200 millions, alors qu'ils vont bénéficier d'une baisse de l'impôt sur la fortune de 2 milliards !

La majeure partie des niches fiscales pour les grandes entreprises sont maintenues. Il y a, par exemple, maintien de la niche "Copé" d'exemption fiscale des plus-values sur la revente de filiales qui représente six milliards d'euros, soit la moitié du plan d'austérité du gouvernement.

Les prélèvements nouveaux sur les entreprises ne représentent que 4 milliards sur 12 quand Fillon a parlé de 83%.

Le gouvernement et le président de la République continuent à épargner les plus riches et les profits des entreprises du CAC 40.



Fédération syndicale des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des Enverges 75020 Paris Téléphone : 01 44 62 12 00
Télécopie : 01 44 62 12 34 sudptt@sudptt.org http://www.sudptt.org

Contrôle des banques et des marchés financiers

Après la crise financière de 2008, les gouvernements avaient juré qu'ils imposeraient un contrôle plus important aux banques et aux marchés financiers. Résultat : peu de choses ont été faites.

Les paradis fiscaux existent toujours qui permettent aux grandes entreprises et aux grandes fortunes d'échapper à l'impôt mais aussi aux contrôles de certaines transactions financières. De plus en plus de transactions financières échappent à tout contrôle...

Les achats et ventes à découvert d'actions ou de devises avec l'argent qu'on n'a pas par l'emprunt sont toujours autorisées, les financiers se remboursant sur les bénéfices de l'entreprise qu'ils viennent d'acheter ou en rachetant moins cher les actions qu'ils viennent de vendre.

Les produits dérivés, auxquels personne ne comprend rien, pas même ceux qui les gèrent, existent toujours et leur masse ne cesse de gonfler. Il faut enfin réglementer la finance et la contrôler au lieu de la subir.

Il faut imposer une taxe sur les transactions financières de façon à freiner les mouvements de pure spéculation. C'était, au départ, une revendication des mouvements altermondialistes. Les gouvernements français et allemand ont repris cette idée. Ce sont des promesses en l'air comme pour les paradis fiscaux, il y a deux ans.

Plus d'impôts pour les plus riches et les grandes entreprises

Depuis 2000, les gouvernements ont allégé l'impôt sur le revenu. Cela a profité surtout aux plus riches. L'annulation de tous ces allègements couvrirait une bonne partie du déficit (quitte à alléger des impôts plus injustes parce qu'ils sont plus lourds pour les plus pauvres, comme la TVA). En outre, les dividendes, les plus-values mobilières et immobilières, les produits d'épargne sont moins imposés que les salaires.

Les entreprises du CAC 40 dont les profits ne cessent d'augmenter, qui utilisent les paradis fiscaux et tous les dispositifs de défiscalisation ne paient que 8% de leurs bénéfices contre 28% pour les PME et un taux théorique de 33%.

La fraude fiscale représente environ 50 milliards d'euros.

C'est parce que les gouvernements ont multiplié les cadeaux aux plus riches et aux entreprises que le déficit est aussi important sans compter l'argent donné aux banques et aux marchés financiers sans contrepartie.

Il faut descendre dans la rue !

Les dirigeants des banques et les gouvernements ne vont pas se laisser faire, renoncer d'eux-même à la politique qu'ils ont mis en oeuvre depuis des années. Moratoire sur la dette, accroissement de la pression fiscale sur les plus riches, contrôle des banques et des marchés financiers, nationalisation d'un certain nombre de grandes banques.... Pour atteindre ces objectifs, il faut des grèves et des manifestations. Elles se sont multipliées en Grèce, à l'initiative des organisations syndicales mais aussi à l'initiative de simples citoyens. Un mouvement des Indignés s'est développé en Espagne... Ces mouvements doivent se développer au niveau européen, pour inverser le rapport de force.

Pour SUD, il faut préparer grèves et manifestations interprofessionnelles dès la rentrée, dans le but d'inverser les rapports de force.

- Contrôle des banques et des marchés financiers,**
- Instauration d'une taxe sur les transactions financières**
- Accroissement des impôts pour les plus riches et les grandes entreprises**
- Suppression de certaines niches fiscales notamment pour les grandes entreprises**
- Augmentation des salaires et des dépenses de solidarité**

Crise de l'euro ?

Les marchés financiers font monter périodiquement le taux d'intérêt de la dette de certains Etats et s'inquiètent du risque de non-remboursement de cette dette.

Cela a conduit la zone euro à élaborer plusieurs plans d'aide aux pays en difficulté. Mais les marchés ne sont jamais satisfaits et s'attaquent sans cesse à de nouveaux Etats "en position de faiblesse".

Les marchés se font de l'argent en faisant monter les taux d'intérêt et exigent en plus une garantie absolue de remboursement.

Les marchés jouent les états les uns contre les autres parce que les gouvernements européens ont créé la monnaie unique sans créer d'autorité politique ni d'instrument de gouvernement unifié. Encore aujourd'hui, le gouvernement allemand joue la concurrence entre les Etats en refusant de mutualiser la dette publique des Etats de la zone euro et de créer un marché unique de la dette.

De même, le budget européen est beaucoup trop faible (1% du PIB européen) pour combler les différences de développement entre les différents Etats. Les gouvernements (y compris le gouvernement français) ont refusé obstinément toute augmentation du budget.

C'est pourquoi aujourd'hui la zone euro est menacée d'éclatement.

Dans la zone euro comme au niveau national, il est nécessaire de renforcer les solidarités.